

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

---

23 SEPTEMBRE 2010

---

**Proposition de loi insérant un article 563/1 dans le Code pénal en vue d'interdire à toute personne de circuler sur la voie publique et dans les lieux publics le visage masqué, déguisé ou dissimulé**

(Déposée par Mme Christine Defraigne)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 15 octobre 2009 (doc. Sénat, n° 4-1460/1 - 2009/2010).

Régulièrement, des actes de vandalisme ou de violence sont commis par des personnes avec le visage dissimulé. Ceci complique la tâche des autorités policières dans leur mission d'authentification des auteurs de troubles. Nous ne pouvons tolérer ce genre d'agissements qui portent atteinte à la nécessité de maintenir la sécurité dans nos villes et communes.

En outre, de plus en plus de femmes sortent en rue vêtue d'une burqa. La burqa est un habit traditionnel des femmes musulmanes, depuis le voile qui est fixé sur la tête, par-dessus un hijab, et qui couvre la tête avec une fente permettant de voir, jusqu'à un vêtement souvent bleu qui couvre entièrement la tête et le corps, une grille au niveau des yeux permettant de voir sans être vu.

Le port de la burqa doit, selon nous, être interdit pour une question de sécurité publique. Elle doit être proscrite au nom des exigences d'identification de la personne pour les autorités publiques. Elle doit l'être aussi et surtout pour des considérations de sociabilité, inhérentes à toute notion de vie sociale.

# BELGISCHE SENAAAT

---

BUITENGEWONE ZITTING 2010

---

23 SEPTEMBER 2010

---

**Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 563/1 in het Strafwetboek, houdende algemeen verbod om zich met gemaskerd, vermomd of verborgen gezicht op de openbare weg of in openbare ruimten te begeven**

(Ingediend door mevrouw Christine Defraigne)

---

## TOELICHTING

---

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 15 oktober 2009 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-1460/1 - 2009/2010).

Regelmatig worden daden van vandalisme of geweld gepleegd door personen die hun gezicht verbergen. Dat maakt het voor de politie moeilijker om de daders op te sporen. Dergelijke handelingen, die de veiligheid in onze steden en gemeenten in het gedrang brengen, zijn onaanvaardbaar.

Bovendien duiken in het straatbeeld steeds meer vrouwen op in een boerka. De boerka is een traditioneel kledingstuk van moslimvrouwen, dat varieert van een sluier die op het hoofd wordt aangebracht met daarover een hijab die het hoofd bedekt en een spleet voor de ogen openlaat, tot een kleed dat vaak blauw is en het hoofd en het lichaam volledig bedekt, met een gaas voor de ogen waardoor zij kunnen kijken zonder bekeken te worden.

Het dragen van de boerka moet volgens ons verboden worden om de openbare veiligheid te waarborgen. Personen moeten immers identificeerbaar zijn voor de overheid en mogen zich niet afsluiten voor de normale omgangsvormen in de samenleving.

Le Centre pour l'égalité des chances s'est, lui aussi, exprimé clairement sur la question de la burqa, estimant qu'elle n'a pas sa place dans notre société fondée sur l'identité de la personne. C'est en ces termes que son coordinateur, Edouard Delruelle, s'exprimait dans le journal *Le Soir* du 3 juillet 2009.

La position du MR, exprimée à l'occasion des élections de 2007, est sur ce point très claire : « Sur la place publique, la liberté doit être assortie du respect de la relation sociale. Le MR plaide pour une liberté de principe concernant l'expression de signes religieux en rue et dans l'espace public. Toutefois il convient de rappeler qu'un minimum de contact visuel entre individus est nécessaire d'un point de vue social, humain, culturel et citoyen. Pour ces motifs, alliés à d'évidents impératifs de sécurité, il ne peut être admis aucune tenue qui masque en totalité le visage d'une personne sur la place publique. Le rappel, l'actualisation et l'exécution des règlements de police et autres normes qui garantissent ce principe doivent être assurés (1). »

Le port de la burqa ne se base sur aucune prescription coranique. L'obligation du port de la burqa n'est pas un précepte religieux. Le Coran n'en fait aucune mention. Certaines hadiths concernant la tenue vestimentaire des femmes parlent du « voile » d'abord comme marque distinctive des femmes du prophète Mahomet afin qu'elles ne soient pas confondues avec des esclaves. Enfin, la sourate XXIV, versets 30-31 parle en ces termes : « Dis aux croyants de baisser leurs regards et de garder leur chasteté. C'est plus pur pour eux. Allah est, certes, Parfaitement Connaisseur de ce qu'ils font. Et dis aux croyantes de baisser leurs regards, de garder leur chasteté, et de ne montrer de leurs atours que ce qui en paraît et qu'elles rabattent leur voile sur leurs poitrines. »

Au dessus de la libre expression de son appartenance religieuse, il y a le principe fondamental du respect physique et moral de tout individu, indépendamment de son sexe, de sa race et de sa religion. Et le propre de tout individu n'est-il pas d'avoir un visage ? Or, le port de la burqa, c'est l'effacement et la négation de tout visage.

Les Musulmans ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les autres citoyens. La liberté de religion et de conviction constitue évidemment un des piliers de notre démocratie. Mais le principe d'égalité entre les hommes et les femmes et la libre disposition de son corps n'en sont pas moins importants.

Notons que l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme stipule que la liberté de

(1) MR, programme 2007, thème : La société et les pouvoirs publics, D 10 Le port de signes religieux ou philosophiques dans la société.

Ook het Centrum voor Gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding heeft zich over de boerka duidelijk uitgesproken. In de krant *Le Soir* van 3 juli 2009 heeft coördinator Edouard Delruelle verklaard dat een boerka niet thuishoort in onze samenleving, die gebaseerd is op de identiteit van de persoon.

Het standpunt dat de MR over deze kwestie heeft uiteengezet tijdens de verkiezingen van 2007 is heel duidelijk : « Sur la place publique, la liberté doit être assortie du respect de la relation sociale. Le MR plaide pour une liberté de principe concernant l'expression de signes religieux en rue et dans l'espace public. Toutefois il convient de rappeler qu'un minimum de contact visuel entre individus est nécessaire d'un point de vue social, humain, culturel et citoyen. Pour ces motifs, alliés à d'évidents impératifs de sécurité, il ne peut être admis aucune tenue qui masque en totalité le visage d'une personne sur la place publique. Le rappel, l'actualisation et l'exécution des règlements de police et autres normes qui garantissent ce principe doivent être assurés (1). »

Het dragen van een boerka wordt nergens in de Koran voorgeschreven. De verplichting om een boerka te dragen is geen religieus voorschrift. Sommige Hadiths over de kleding van vrouwen beschouwen de « sluijer » in de eerste plaats als een onderscheidend kenmerk van de vrouwen van de profeet Mohammed om niet met de slaven verward te worden. Ten slotte staat in soera XXIV, verzen 30-31, het volgende : « Zeg tot de gelovige mannen dat zij hun ogen neergeslagen houden en dat zij hun passies beheersen. Dat is reiner voor hen. Voorzeker, Allah is perfect op de hoogte van wat zij doen. En zeg tot de gelovige vrouwen dat zij ook hun ogen neergeslagen houden en hun passies beheersen, en dat zij slechts van hun schoonheid tonen wat ervan zichtbaar moet zijn, en dat zij hun hoofddoeken over hun boezem laten hangen. »

Nog belangrijker dan de vrijheid van godsdienst-beleving is het basisbeginsel van het fysieke en morele respect voor elk individu, ongeacht zijn of haar geslacht, ras of godsdienst. En is het gezicht niet het meest kenmerkende aspect van een individu ? De boerka verdoezelt en ontkent net elk gezicht.

Moslims hebben dezelfde rechten en plichten als andere burgers. De vrijheid van godsdienst en overtuiging is natuurlijk een van de pijlers van onze democratie. Maar de gelijkheid van mannen en vrouwen en de vrijheid om over het eigen lichaam te beschikken is niet minder belangrijk.

Wij wijzen erop dat artikel 9 van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens bepaalt dat de

(1) MR-programma 2007, thema : La société et les pouvoirs publics, D 10 Le port de signes religieux ou philosophiques dans la société.

manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

En outre, une circulaire fédérale du 2 février 1993, émanation de la loi sur la fonction de police précise que l'on doit toujours être reconnaissable en public.

La burqa quant à elle incarne l'asservissement de l'individu et la déshumanisation sociale, culturelle, économique et politique.

En revanche, les burqas et les niqabs devraient être exclus de l'espace public car ils constituent des risques potentiels. N'importe qui peut se dissimuler sous ces linceuls — homme ou femme, musulman ou pas, bon citoyen, fugitif ou criminel — et y nourrir on ne sait quel projet malveillant.

Des recherches britanniques fournissent une autre raison encore d'abandonner la burqa et le niqab : les femmes ainsi vêtues et leurs enfants allaités possèdent en effet trop peu de vitamine D (synthétisée au niveau de la peau sous l'action du rayonnement solaire) et sont sérieusement menacés de souffrir de rachitisme.

À ce jour, plusieurs communes ont pris les devants en adoptant des règlements hétéroclites qui interdisent nommément ou non les formes de voile intégral. Malheureusement, cette situation ne concerne pas la grande majorité des localités et l'application des règles dépend de la « bonne volonté » des autorités.

En effet, les conseils d'au moins deux zones de police locale, Bruxelles-Ouest (regroupant les communes de Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren, Koekelberg, Jette, Molenbeek) et Maaseik, ont adopté des règlements généraux de police interdisant à quiconque « de se présenter dans l'espace public masqué ou déguisé », sauf autorisation expresse du bourgmestre. Quiconque enfreint ce règlement à Bruxelles-Ouest « sera puni d'une amende administrative de 150 euros ».

Les dispositions laissent théoriquement la possibilité de verbaliser pour le port du niqab ou de la burqa.

En mai 2008, une étude universitaire a révélé que 33 procès-verbaux avaient déjà été dressés dans des zones de police bruxelloises pour cette infraction, à Molenbeek, Koekelberg, Saint-Gilles et Bruxelles.

En France, le 8 juin 2009, une soixantaine de députés de toutes tendances, emmenés par le député PCF de Vénissieux (Rhône) André Gerin, ont déposé une proposition de résolution pour la création d'une

vrijheid om zijn godsdienst of overtuiging te beleven aan geen andere beperkingen kan worden onderworpen dan die waarin de wet voorziet en die in een democratische samenleving noodzakelijk zijn in het belang van de openbare veiligheid, de ordehandhaving, de gezondheid of goede zeden, of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.

Bovendien bepaalt een federale omzendbrief van 2 februari 1993, die voortvloeit uit de wet op het politieambt, dat men in het openbaar steeds herkenbaar moet zijn.

De boerka belichaamt echter de onderwerping van het individu en een maatschappelijke, culturele, economische en politieke ontmenselijking.

Bovendien moeten boerka's en nikabs verbannen worden uit de openbare ruimte omdat zij mogelijke risico's inhouden. Om het even wie kan zich om een of andere kwaadwillige reden achter een dergelijk doek verbergen — man of vrouw, moslim of niet, gewoon burger, voortvluchtige of crimineel.

Britse studies geven nog een ander goed argument dat tegen de boerka en de nikab pleit: vrouwen die zo gekleed gaan en de kinderen aan wie zij de borst geven, hebben immers een tekort aan vitamine D (die onder de huid onder invloed van zonnestralen aangemaakt wordt) waardoor zij een ernstig risico op rachitis lopen.

Momenteel hebben verschillende gemeenten het voortouw genomen met uiteenlopende maatregelen die al dan niet uitdrukkelijk het dragen van een allesbedekkende sluier verbieden. Helaas vormen zij een minderheid en hangt de toepassing van de regels af van de « welwillendheid » van de overheden.

De gemeenteraden van minstens twee lokale politiezones, die van Brussel-West (met de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Koekelberg, Jette en Molenbeek) en van Maaseik, hebben algemene politiereglementen uitgevaardigd die eenieder verbieden om, behoudens uitdrukkelijke toestemming van de burgemeester, gemaskerd of verkleed de openbare ruimte te betreden. Al wie in Brussel-West dit reglement overtreedt, wordt gestraft met een administratieve boete van 150 euro.

Deze bepalingen maken het in theorie mogelijk om het dragen van een boerka of niqab te verbaliseren.

Uit een universitaire studie in mei 2008 blijkt dat in Molenbeek, Koekelberg, Sint-Gillis en Brussel reeds 33 processen-verbaal werden opgemaakt naar aanleiding van deze overtreding.

Op 8 juni 2009 hebben een zestigtal Franse volksvertegenwoordigers van alle strekkingen op initiatief van de PCF-volksvertegenwoordiger André Gerin van Vénissieux (Rhône), een voorstel van resolutie inge-

commission d'enquête parlementaire sur le port en France de la burqa ou du niqab.

André Gerin a déclaré que « la vision de ces femmes emprisonnées nous est déjà intolérable lorsqu'elle nous vient d'Iran, d'Afghanistan, d'Arabie Saoudite ... Elle est totalement inacceptable sur le sol de la République française. [...] Si l'on caractérise le port de la burqa comme une atteinte aux libertés des femmes, il y aurait alors possibilité de légiférer pour l'interdire dans les espaces publics ».

En fait de commission d'enquête, il s'agit d'une mission d'information, installée à l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> juillet 2009 (président: André Gerin; rapporteur: Eric Raoult).

Le président français a affirmé « solennellement » le 22 juin 2009 que la burqa n'était « pas la bienvenue » en France. Le voile intégral « n'est pas un signe religieux, c'est un signe d'asservissement, c'est un signe d'abaissement » de la femme, a-t-il lancé.

Pour rappel, la France est le seul pays d'Europe à avoir interdit par la loi, en 2004, le port du foulard islamique (qui ne recouvre que la tête) à l'école, après un débat passionnel. Il s'était alors agi d'interdire « les signes religieux ostentatoires » dans les établissements scolaires.

Déjà, en 2008, la question de la burqa s'était posée chez nos voisins, quand le Conseil d'État avait refusé la naturalisation d'une jeune Marocaine au motif qu'elle portait la burqa: on avait considéré qu'elle ne pouvait prétendre à la nationalité française puisqu'elle avait « adopté, au nom d'une pratique radicale de sa religion, un comportement en société incompatible avec les valeurs essentielles de la communauté française, et notamment le principe d'égalité des sexes ».

Dounia Bouzar, anthropologue du fait religieux et ancienne membre du Conseil français du culte musulman estime que « la burqa n'est pas un signe religieux, c'est un uniforme qui symbolise une vision du monde où l'on s'auto-exclut, où l'on exclut les autres. On met une barrière infranchissable entre soi et le reste du monde. Mais pas uniquement à cause de la burqa, plutôt à cause de l'idéologie qui sous-tend la mouvance « salafiste » ».

Le salafisme plonge ses racines dans la renaissance de l'islam qu'impulsent, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, des penseurs comme Sayyid Jamal Al-Din Al-Afghani, Mohammed Abdouh et Rachid Rida. Ceux-ci appelaient à un retour aux pratiques de Mahomet et de la première génération (salaf, en arabe, signifie « ancêtre »).

diend ter oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie over het dragen van de boerka of niqab in Frankrijk.

André Gerin verklaarde daarbij het volgende « *la vision de ces femmes emprisonnées nous est déjà intolérable lorsqu'elle nous vient d'Iran, d'Afghanistan, d'Arabie Saoudite ... Elle est totalement inacceptable sur le sol de la République française. [...] Si l'on caractérise le port de la burqa comme une atteinte aux libertés des femmes, il y aurait alors possibilité de légiférer pour l'interdire dans les espaces publics* ».

De onderzoekscommissie heeft een informatie-opdracht gekregen en is op 1 juli 2009 in de Assemblée nationale ingesteld (voorzitter: André Gerin; rapporteur: Eric Raoult).

De Franse president heeft op 22 juni 2009 « plechtig » verklaard dat de boerka « niet welkom » is in Frankrijk. « *« Le voile intégral » n'est pas un signe religieux, c'est un signe d'asservissement, c'est un signe d'abaissement* » de la femme, » verklaarde hij.

Wij herinneren eraan dat Frankrijk, als enig Europees land, in 2004, na een heftig debat, bij wet het dragen van de islamitische hoofddoek (die enkel het hoofd bedekt) in scholen heeft verboden. Bedoeling was « ostentatieve religieuze symbolen » in scholen te verbieden.

In 2008 dook het probleem van de boerka al op bij onze burens toen de Franse *Conseil d'État* een jonge Marokkaanse weigerde te naturaliseren omdat zij een boerka droeg: men ging ervan uit dat zij geen aanspraak kon maken op de Franse nationaliteit omdat zij « *a adopté, au nom d'une pratique radicale de sa religion, un comportement en société incompatible avec les valeurs essentielles de la communauté française, et notamment le principe d'égalité des sexes* ».

Dounia Bouzar, antropologe in godsdienstbeleving en oud-lid van de *Conseil Français du Culte Musulman* meent dat « *la burqa n'est pas un signe religieux, c'est un uniforme qui symbolise une vision du monde où l'on s'auto-exclut, où l'on exclut les autres. On met une barrière infranchissable entre soi et le reste du monde. Mais pas uniquement à cause de la burqa, plutôt à cause de l'idéologie qui sous-tend la mouvance « salafiste* » ».

Het salafisme vindt zijn oorsprong in de islamitische renaissance en werd op het einde van de 19e en begin 20e eeuw aangemoedigd door denkers als Sayyid Jamal Al-Din Al-Afghani, Mohammed Abdouh en Rachid Rida. Zij roepen op tot een terugkeer naar de praktijken van Mohammed en de eerste generatie (salaf betekent in het Arabisch « voorouder »).

Les salafistes appellent à purifier l'Islam de toute influence culturelle étrangère.

Au-delà du cas de cette jeune Marocaine, accorder la nationalité française aurait, toujours selon Dounia Bouzar, fait des terres occidentales un lieu privilégié pour le développement de cette secte interdite au Maghreb, qui endoctrine les femmes. « Ces groupuscules qui se disent musulmans utilisent l'islam pour fabriquer des frontières mentales entre les adeptes et le reste du monde : les non-croyants, les croyants non musulmans, mais aussi les autres musulmans qui ne sont pas comme eux. Comment ? En arrachant les individus à tous ceux qui assurent traditionnellement leur socialisation : enseignants, éducateurs, animateurs, parents et même ... imams ! » dit encore Dounia Bouzar.

Dounia Bouzar ne pense pas que ça lui rendrait service, ni à cette marocaine ni aux autres, de faire comme si de rien n'était. « C'est bon pour elle qu'on s'arrête, qu'on soit choqué, qu'on s'étonne. Cela va l'obliger à se poser des questions sur quelque chose qu'elle voudrait présenter comme une simple application de sa religion » dit-elle.

« Le refus du Conseil d'État va l'obliger à élaborer une pensée sur ce qu'elle voulait présenter comme un automatisme. Et si elle recommence à penser, elle est sauvée ! C'est comme ça qu'on peut aider quelqu'un à sortir d'une secte : en le remettant dans une position de sujet pensant, en introduisant une faille dans sa vision du monde, en le déstabilisant. Il n'existe pas d'autre moyen. »

La burqa, qui est interdite dans un certain nombre de pays musulmans, est donc avant tout le signe du mouvement salafiste contemporain et, en considérant que le port de la burqa est une « une pratique normale » de l'Islam, on fait tout simplement le jeu des intégristes. « Être choqué par une burqa, c'est respecter l'islam, puisque cela revient à s'étonner et à être persuadé que la religion musulmane ne peut édicter ce type de conduite archaïque », dit Dounia Bouzar. La burqa donne une fausse image de l'Islam.

Les premiers membres des réseaux d'Al-Qaida venaient de la sphère d'influence salafiste, au Proche-Orient comme en Europe. À leur tête figuraient des hommes ayant combattu avec les moudjahidins afghans contre les Soviétiques : leur hostilité à l'Occident leur fait adopter une position sans complaisance dans les pays où ils vivent.

Pourquoi ces radicaux trouvent-ils une oreille attentive chez ces femmes en mal de reconnaissance ? Pourquoi une prescription vestimentaire antéislamique trouve-t-elle des adeptes dans nos sociétés occidentales ? Et pourquoi les exemples aux manquements à la laïcité se multiplient-ils ? Manifestations sportives

De salafisten willen de islam zuiveren van alle buitenlandse culturele invloeden.

Beschouwd in een ruimer perspectief dan het individuele geval van die jonge Marokkaanse, zo vervolgt Dounia Bouzar, zou het toekennen van de Franse nationaliteit de westerse wereld transformeren in een bevoorrechte kweekplaats voor die in de Maghreblanden verboden sekte, die vrouwen indoctrineert. Dounia Bouzar zegt het volgende: « *Ces groupuscules qui se disent musulmans utilisent l'islam pour fabriquer des frontières mentales entre les adeptes et le reste du monde : les non-croyants, les croyants non musulmans, mais aussi les autres musulmans qui ne sont pas comme eux. Comment ? En arrachant les individus à tous ceux qui assurent traditionnellement leur socialisation : enseignants, éducateurs, animateurs, parents et même ... imams !* »

Dounia Bouzar denkt niet dat die Marokkaanse of iemand anders er baat bij zou hebben als wij doen alsof er niets aan de hand is. « *C'est bon pour elle qu'on s'arrête, qu'on soit choqué, qu'on s'étonne. Cela va l'obliger à se poser des questions sur quelque chose qu'elle voudrait présenter comme une simple application de sa religion* », zegt zij.

« *Le refus du Conseil d'État va l'obliger à élaborer une pensée sur ce qu'elle voulait présenter comme un automatisme. Et si elle recommence à penser, elle est sauvée ! C'est comme ça qu'on peut aider quelqu'un à sortir d'une secte : en le remettant dans une position de sujet pensant, en introduisant une faille dans sa vision du monde, en le déstabilisant. Il n'existe pas d'autre moyen.* »

De boerka die in een aantal moslimlanden verboden is, is dus vooral het symbool van de hedendaagse salafistische beweging. Door te doen alsof het dragen van de boerka een « gangbare praktijk » is binnen de islam, speelt men gewoonweg in de kaart van de fundamentalisten. « *Être choqué par une burqa, c'est respecter l'islam, puisque cela revient à s'étonner et à être persuadé que la religion musulmane ne peut édicter ce type de conduite archaïque* », zegt Dounia Bouzar. De boerka geeft een vertekend beeld van de islam.

De eerste leden van het Al-Qaida-netwerk kwamen uit de salafistische invloedssfeer zowel in het Nabije Oosten als in Europa. Aan het hoofd stonden mannen die met de Afghaanse moedjahedien tegen de Sovjets hadden gevochten : door hun vijandigheid tegenover het Westen hebben zij een onwelwillende houding aangenomen in de landen waar zij wonen.

Waarom vinden die radicalen gehoor bij deze vrouwen die niet genoeg erkenning krijgen ? Waarom vindt een anti-islamitisch kledingvoorschrift aanhangers in onze westerse samenleving ? En waarom stapelen de voorbeelden van sterkere godsdienstbeïnvloeding zich op ? Sportevenementen die verboden

interdites aux femmes, souhait de non-mixité dans les piscines, maris refusant de faire soigner leur femme par des médecins hommes, mariage annulé par un mari répudiant son épouse non vierge.

Devant ces dérives, que fait notre pays pour défendre et protéger ses femmes de ce linceul qui les plonge dans le noir ?

Pourquoi a-t-on peur de la burqa ? Sans doute parce qu'elle exclut : elle érige une frontière infranchissable entre celles qui la portent et qui sont dedans, et les autres, ceux qui sont dehors. Un peu comme cette frontière entre le monde des vivants et celui des morts. En dissimulant les visages, la burqa non seulement exclut l'individu mais le néantise. Et ces êtres humains sans visage, dépersonnalisés, nous renvoient à une certaine image de la mort. (Article de Wendy Kristianasen paru en février 2008 dans *Le Monde Diplomatique*).

Alors, la burqa est-elle dangereuse ? Elle peut l'être pour Mahdi Jahandar, un chercheur iranien qui a réalisé un film sur la place de la Vierge Marie dans la religion musulmane. Pour ce spécialiste du dialogue interreligieux, il ne faut pas se voiler la face : « Dans les sociétés occidentales, pouvoir identifier le visage d'une personne sur les documents d'identité est indispensable à la sécurité. Certains attentats en Iraq ont été commis par des femmes, ou des hommes, qui se cachaient sous la burqa. »

La burqa est gênante car elle représente un extrémisme qui remet en question nos valeurs occidentales de démocratie, d'égalité hommes-femmes et de liberté. La burqa ne représente donc que les musulmans les plus radicaux et les plus sectaires. Mais pourquoi attendre qu'il y ait des dizaines de femmes en burqa dans nos rues avant de prendre une position claire dans le but de défendre nos valeurs démocratiques fondamentales ?

Certes, la burqa n'est pas la bienvenue dans notre pays. Néanmoins, l'aspect répressif est une première mesure. Mais il importe surtout que nous trouvions, en outre, des armes efficaces pour éradiquer ce communautarisme. Pour cela, il faut refonder notre modèle d'intégration dont les femmes sont le marqueur symbolique. Il faut offrir une autre alternative que la soumission aux femmes des quartiers et faire en sorte que mieux que le voile ou la burqa, l'on protège ces femmes des discriminations pour dire non aux pratiques extrémistes qui portent atteinte à notre démocratie !

Elle punit donc d'une amende de quinze euros à vingt-cinq euros et/ou d'un emprisonnement d'un jour à sept jours, ou d'une de ces peines seulement les personnes qui, sauf dans les circonstances particulières définies par un arrêté du bourgmestre ou un règlement

zijn voor vrouwen, niet gemengd zwemmen, echtgenoten die weigeren hun vrouw te laten behandelen door een mannelijke arts, een man die het huwelijk annuleert omdat zijn vrouw geen maagd is.

Hoe reageert ons land tegenover die uitwassen, om zijn vrouwen te verdedigen en te beschermen tegen dat lijnwaad dat hen in het donker hult ?

Waarom zijn we bang voor de boerka ? Ongetwijfeld omdat ze uitsluit : ze trekt een onoverbrugbare grens tussen zij die haar dragen en de anderen daarbuiten. Een beetje zoals die grens tussen de wereld van de levenden en de doden. Door het gezicht te verbergen, sluit de boerka niet alleen het individu uit maar herleidt ze het individu ook tot niets. En die mensen zonder gezicht, zonder persoonlijkheid, roepen een bepaald beeld van de dood op. (Artikel van Wendy Kristianasen van februari 2008 in *Le Monde Diplomatique*).

Is de boerka nu gevaarlijk ? Volgens Mahdi Jahandar, een Iraanse onderzoeker die een film heeft gemaakt over de plaats van de Maagd Maria in de moslimreligie, kan ze gevaarlijk zijn. Volgens die expert in interreligieuze dialoog moet het gezicht niet gesluierd zijn : « *Dans les sociétés occidentales, pouvoir identifier le visage d'une personne sur les documents d'identité est indispensable à la sécurité. Certains attentats en Iraq ont été commis par des femmes, ou des hommes, qui se cachaient sous la burqa.* ».

De boerka is hinderlijk want ze staat voor een vorm van extremisme die onze westerse waarden van democratie, gendergelijkheid en vrijheid in twijfel trekt. De boerka vertegenwoordigt dus enkel de meest radicale en de meest sektarische moslims. Maar waarom zouden we wachten tot er tientallen vrouwen in boerka door onze straten lopen alvorens een duidelijk standpunt in te nemen dat onze fundamentele democratische waarden verdedigt ?

De boerka is hoe dan ook niet welkom in ons land. Repressief optreden is zeker een eerste maatregel. Maar het is vooral belangrijk dat wij doeltreffende wapens vinden om dat communautarisme te bestrijden. Daartoe moeten we een nieuwe basis vinden voor ons integratiemodel, waarin vrouwen een symbolisch baken zijn. Er moet aan buurtvrouwen een alternatief worden geboden voor onderdanigheid. Die vrouwen moeten, in plaats van afgeschermd te worden met een sluier of een boerka, beschermd worden tegen discriminatie zodat zij nee kunnen zeggen tegen extremistische praktijken die onze democratie ondermijnen !

Het voorgestelde artikel straft dus met geldboete van vijftien euro tot vijftientwintig euro en/of met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen of met een van die straffen alleen, zij die zich, behalve in specifieke omstandigheden die in een door de burge-

communal, se présenteront dans l'espace public le visage masqué ou dissimulé, en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient plus identifiables.

On entend par « espace public » : la voie publique, en ce compris les accotements et les trottoirs, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage, les parcs, les jardins publics ainsi que les terrains de sports, plaines et aires de jeu, les bâtiments à vocation culturelle accessibles au public et bâtiments ou lieux fermés destinés à l'usage du public où des services peuvent lui être rendus. ».

Ceci vise notamment la voie publique, les cinémas, les musées, l'administration communale, et les écoles. Soit le bourgmestre, par des mesures ponctuelles telle que la prise d'un arrêté, soit le conseil communal par le biais d'un règlement, définira les circonstances qui peuvent faire l'objet de dérogations de manière plus générale.

Cette proposition de loi a le mérite de poser le débat sur cette question qui préoccupe nos sociétés occidentales. Il en est de l'intérêt de tous qu'il soit mené dans le calme et la sérénité.

Christine DEFRAIGNE.

\*  
\* \*

meester uitgevaardigd besluit of een gemeentelijk reglement worden omschreven, in de openbare ruimte begeven met een geheel of gedeeltelijk gemaskerd, vermomd of verborgen aangezicht, zodat zij niet langer herkenbaar zijn.

Onder « openbare ruimte » wordt verstaan : de openbare weg, met inbegrip van de bermen en trottoirs, de voetgangersbruggen en -tunnels, de paden en erfdienstbaarheden, de parken, openbare tuinen en sportvelden, alsook de publiek toegankelijke speelpleinen en -tuinen, culturele gebouwen en gesloten gebouwen of plaatsen voor openbaar gebruik waar diensten verstrekt kunnen worden. ».

Hiermee bedoelt men meer bepaald de openbare weg, bioscopen, musea, de gemeentediensten en scholen. Ofwel neemt de burgemeester eenmalige maatregelen via een besluit, ofwel bepaalt de gemeenteraad via een reglement de omstandigheden waarin een uitzondering kan worden voorzien.

Dit wetsvoorstel heeft als verdienste het debat te openen over deze problematiek die onze westerse samenleving verontrust. Het is in ieders belang dat dit debat rustig en sereen wordt gevoerd.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI**

---

**Article 1**

Cette loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2**

Dans le livre II, titre X, chapitre IV, du Code pénal, il est inséré un article 563/1 rédigé comme suit :

«Art. 563/1. — Seront punis d'une amende de quinze euros à vingt-cinq euros et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours, ou d'une de ces peines seulement les personnes qui, sauf dans les circonstances particulières définies par un arrêté du bourgmestre ou un règlement communal, se présenteront dans l'espace public le visage masqué ou dissimulé, en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient plus identifiables.

Pour l'application du présent article, on entend par « espace public » : la voie publique, en ce compris les accotements et les trottoirs, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage, les parcs, les jardins publics ainsi que les terrains de sports, plaines et aires de jeu, les bâtiments à vocation culturelle accessibles au public et bâtiments ou lieux fermés destinés à l'usage du public où des services peuvent lui être rendus. »

20 juillet 2010.

Christine DEFRAIGNE.

**WETSVOORSTEL**

---

**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

In boek II, titel X, hoofdstuk IV, van het Strafwetboek, wordt een artikel 563/1 ingevoegd, luidende :

«Art. 563/1. — Met een geldboete van vijftien euro tot vijfentwintig euro en met een gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen of met een van die straffen alleen worden gestraft: zij die zich, behalve in specifieke omstandigheden die in een door de burgemeester uitgevaardigd besluit of in een gemeentelijk reglement worden omschreven, in de openbare ruimte begeven met het aangezicht geheel of gedeeltelijk gemaskerd of verborgen, zodat zij niet langer identificeerbaar zijn.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder « openbare ruimte » verstaan : de openbare weg, met inbegrip van de bermen en trottoirs, de voetgangersbruggen en -tunnels, de paden en erfdienstbaarheden, de parken, openbare tuinen en sportvelden, alsook de publiek toegankelijke speelpleinen en -tuinen, culturele gebouwen en gesloten gebouwen of plaatsen voor openbaar gebruik waar diensten verstrekt kunnen worden »

20 juli 2010.